69, l'impuissance d'un projet politique qui prétendait ignorer le PCF ou le contourner. Dans le contexte des tensions de classe intenses consécutives à Mai 68, la bourgeoisie, nantie d'un pouvoir fort, ne peut accorder sa confiance à des gérants peu crédibles et incapables de tenir en main le mouvement ouvrier. Mitterrand a su tirer les dleçons de cette situation :

- en comprenant que le PS ne peut se renflouer qu'à travers l'alliance avec le PCF.
- en comprenant que pour réaliser cette alliance sans qu'elle ne se transforme en totale soumission, il devrait prendre appui sur des secteurs du mouvement ouvrier, la CFDT notamment, et non plus sur FO.

Ce n'est donc qu'en regagnant des forces vives que le PS pourra imposer un rapport de force non dérisoire face au PCF. Ce n'est que dans ces conditions que l'alliance PC-PS peut valider la perspective politique qu'elle présente et permettre un certain succès électoral.

4) ,C'est pourquoi l'horizon véritable de Mitterrand est celui des élections présidentielles de 76, par rapport auxquelles les législatives de 73 ne sont qu'un tremplin. D'autant plus que la constittion de 58 confère au président un poste d'arbitrage qui lui garantirait une indépendance relative par rapport à ses propres alliés électoraux.

II

5) L'accord PS-PC résulte donc d'abord des rapports entre classes issus de Mai 68, auxquels il s'efforce de donner une réponse. Il représente la rencontre de deux programmes réformistes de gestion et d'aménagement dans le cadre même du système capitaliste. Le rapprochement de ces deux programmes ne tient pas à une meilleure volonté de leurs représentants, mais à la faible place que la tension entre les classes laisse aujourd'hui à deux projets distincts de ce type.

6) En ce sens, le programme commun représente plus l'aboutissement logique du programme du PCF lui-même qu'une capitulation devant un programme bourgeois qui serait celui du PS. Malgré la différence entre un parti réformiste (*) et un parti réformiste stalinien, hégémonique dans la classe ouvrière, il n'y a pas de différence de nature entre le programme du PC et le programme commun. Les concessions en matière de politique internationale qui sont les plus marquantes n'ont pas de conséquences immédiates et ne sont en rien incompatibles avec la politique internationale de la bureaucratie stalinienne, dans la mesure où elles n'ébranlent pas le statu quo international. Les divergences entre le PC et le PS ont joué davantage comme prétexte aux marchandages électoraux que par leur portée politique propre.

7) Le programme commun n'est pas davantage un programme de transition anti-capitaliste auquel il ne manquerait que la volonté et les moyens d'aboutir. Le comprendre ainsi amènerait à concevoir le PS et le PC comme des organisations centristes vélléitaires et non comme des organisations réformistes prêtes à trahir et à jouer, dans l'épreuve d'une crise révolutionnaire, un rôle contre-révolutionnaire actif. Ce que peut préfigurer et illustrer le durcissement en ce sens du PC chilien.

8) Enfin, l'accord PS-PC ne peut être présenté comme une machination consciente de la bourgeoisie. Certes, Mitterrand peut prétendre à un rôle de bonoparte, mais la bourgeoisie ne lui fera pas confiance pour le tenir tant qu'il n'aura pas prouvé qu'il peut, par PCF interposé, gagner le contrôle de la classe ouvrière et non devenir l'otage du PC. Un gouvernement PS-PC ne serait pour la bourgeoisie qu'un ultime recours auquel elle se résignerait pour sauver l'essentiel plutôt qu'elle ne le choisirait.

9) En effet, dans le contexte actuel, si une victoire électorale de la gauche demeure improbable, un succès relatif pourrait suffire à accélérer le déclenchement d'une crise politique en encourageant la mobilisation ouvrière et en aggravant les divisions de la bourgeoisie. De ce point de vue, la campagne anticommuniste que mène la bourgeoisie nanifeste moins une crainte devant les projets du PCF qu'une crainte réelle de la dynamique sociale qui peut s'engouffrer derrière celle de l'accord PS-PC.

III

10) La réalisation de l'accord PS-PC contribue à tendre encore la contradiction qui existe déjà pour les bureaucrates entre la nécessité d'avancer une solution politique et la nécessité de bloquer les luttes qui devraient lui frayer la voie. Cette seconde nécessité est d'autant plus impérative aujourd'hui que la bureaucratie ouvrière n'a plus à redouter seulement les débordements spontanés, mais aussi le rôle conscient et actif que joue dans les luttes l'extrême gauche, organisée ou non, et nous en particulier.

11) Face à cette contradiction, le plus probable, c'est de voir la bureaucratie stalinienne rythmer la période préélectorale de mobilisations nationales et de journées d'action qui ont le double mérite de préparer les élections et de canaliser et dévoyer l'énergie qui peut s'accumuler dans la classe ouvrière en utilisant particulièrement la CGT qu'elle contrôle comme agent électoral auprès des masses. La bureaucratie s'efforcera de faire de ces mobilisations centrales, hors des lieux de travail, des mobilisations d'opinion préélectorales toutes différentes de réelles mobilisations de classe.

12) Néanmoins, dans la mesure où de telles mobilisations exprimeraient aussi les espérances de milliers de travailleurs soumis à une intense éducation électoraliste et parlementariste, leur combinaison avec le déclenchement de luttes dures, même localisées, doit fournir un terrain très favorable à l'intervention et à l'implantation des révolutionnaires dans la classe ouvrière ; même si la bataille d'explication et de dénonciation des illusions électorales s'annonce difficile du fait que la signature de l'accord PS-PC rendra une certaine crédibilité au projet du PC.

13) Dans cette situation, il conviendra de ne pas s'engager dans une discussion du programme commun réforme par réforme, pour trancher séparément sur leur caractère anticapitaliste ou pas. Il faut partir d'une caractérisation globale du programme et du projet qui le sous-tend, discuter les réformes particulières surtout du point de vue du problème du pouvoir auquel elles n'apportent pas de réponse et dénoncer le caractère fallacieux de la perspective socialiste qu'il évoque.

14) Cette polémique doit donner un souffle nouveau à notre propagande pour un gouvernement des travailleurs telle qu'elle est définie dans notre manifeste. Cependant, nous devons être conscients de ce que, face aux illusions que peut alimenter l'accord PS-PC, cette propagande, qui ne se concrétise pas par une formule de gouvernement alternative, restera assez abstraite. La meilleure façon de lui donner un répondant pratique sera d'identifier, à partir d'exemple précis, notre agitation sur les thèmes des comités de grève, des comités de soutien et de l'autodéfense ouvrière et notre propagande pour un authentique pouvoir prolétarien qui, en aucun cas, ne peut être parlementaire, c'est à dire n'exister sans structures pyramidales d'organismes de pouvoir qui l'appuient et le contrôlent.

(*) Un amendement de Joël proposant de remplacer parti réformiste par « le parti socialiste » a été repoussé par 29 voix contre, 3 pour et 19 abstentions.